



**PPE-DE**

**COMMUNIQUE DE PRESSE  
DE MONSIEUR JEAN-PIERRE AUDY, DEPUTE EUROPEEN  
AU SUJET DE LA HAUSSE DU PRINCIPAL TAUX DIRECTEUR DE LA  
BANQUE CENTRALE EUROPEENNE**

-----

Bruxelles, le 7 décembre 2006

Prenant connaissance de la décision de la banque centrale européenne d'augmenter de plus de 7,50 % le principal taux directeur pour le porter de 3,25 % à 3,50 %, je tiens à exprimer, une nouvelles fois, mes plus vives inquiétudes sur la politique monétaire menée au sein de la zone euro. En effet, et de nombreuses analyses économiques le confirment, cette 6<sup>ème</sup> hausse des taux d'intérêt paraît préjudiciable à la croissance économique et à la création d'emploi.

Cette hausse des taux d'intérêt va entraîner une hausse de l'euro face aux monnaies concurrentes telles que le dollar.

S'il est évident qu'il existe des risques de "surchauffe" inflationniste tout simplement parce que la croissance économique planétaire n'a jamais été aussi bonne, il est non moins évident que la croissance économique est médiocre en Europe.

La politique monétaire conduite par la banque centrale européenne (BCE) semble être à l'opposé du réel : normalement le taux de change devrait être fort lorsque la croissance économique est forte et devrait se déprécier lorsque la croissance est faible. Or, en Europe, c'est l'inverse qui se produit depuis le début des années 1990. Alors que les Etats membres se réforment, la recherche de l'inflation zéro par une politique monétaire inappropriée conduit l'Europe à enregistrer de médiocres résultats en terme de croissance économique. Si cela continue, alors que le prix des matières premières et de l'énergie flambe sur toute la planète, nous aurons l'inflation zéro et la croissance zéro avec des industriels qui finiront par s'installer en zone dollar. Tout se passe comme si la BCE ignorait la politique économique alors que son homologue américaine ne pense qu'à ça. Comme il est quasi- certain que la Banque centrale européenne va, à nouveau début 2007, brandir la menace

d'une nouvelle hausse des taux d'intérêt et qu'elle exécutera sa menace, il convient de contrer ce mouvement monétaire néfaste pour la croissance économique par des réactions politiques.

Dans une planète qui se complexifie, caractérisée par une guerre économique et sociale d'une extrême violence, ne pas avoir un débat politique de qualité et de grande ampleur sur ce sujet est, aujourd'hui, une erreur qui peut se transformer, à l'avenir, en une faute. La Banque centrale européenne et son président, monsieur Jean-Claude Trichet, ne doivent pas perdre de vue que l'article 105 du traité instituant la communauté européenne indique clairement que, sans préjudice de l'objectif de stabilité des prix, le système européen de banques centrales doit apporter son soutien aux politiques économiques de l'union. Au moment où la hausse des matières premières et de l'énergie engendrent des tensions inflationnistes naturelles dans le monde, nous devons réfléchir à l'impact de cette situation sur notre marché intérieur et notre monnaie commune en nous interrogeant sérieusement si le moment n'est pas venu de faire évoluer l'euro d'une remarquable réussite technique vers une monnaie politique.